

plan international car le Canada est un des dix Grands du Fonds monétaire international. Tout s'enchaîne et lorsqu'il prétend, comme il l'a fait cet après-midi, que l'or n'est pas différent, sur les marchés mondiaux, du tungstène ou de l'étain, il fait preuve de peu de réalisme, exactement comme notre politique étrangère qui consiste à participer à un comité ayant pour but de durcir les sanctions contre la Rhodésie. On peut manquer de réalisme de bien des façons.

Ce manque de réalisme apparaît très clairement dans les titres de deux articles qui figurent sur la même page du *Globe and Mail* d'aujourd'hui. Le premier article est intitulé: «L'Afrique du Sud menace de réduire l'approvisionnement en or». Je suis certain que les Canadiens qui détiennent des actions de mines d'or ont été réconfortés ce matin en apercevant le titre de cet article. Je suis persuadé qu'on s'efforcera de découvrir quelle en est exactement la signification. Cette affaire ne sera pas considérée isolément mais sera rattachée à la situation des mines d'or au Canada.

Sur la même page figure un article dont le titre laisse entendre que: «Le produit national brut prévu des États-Unis est de 835 milliards». Il s'agit d'un seul pays, non pas du Marché commun, de l'Europe, du Japon ou de certaines parties de l'Amérique du Sud—mais d'un seul pays au monde. Lorsque nous apprenons qu'un produit national brut atteint ces proportions, nous nous rendons compte qu'il y a peu de rapport entre l'or et la production, dans le monde actuel. Nous savons que les nouveaux approvisionnements en or ne servent plus à garantir la valeur de l'argent, mais qu'ils sont détenus par des particuliers, un peu partout dans le monde. On espère vivement encore, dans de nombreuses régions du monde, que le prix de l'or sera sensiblement haussé.

• (5.20 p.m.)

Quoique le ministre nous ait donné l'assurance que dans ce cas il y aurait un rajustement très rapide des subventions aux mines d'or, je pense qu'une méthode aussi rapide comporterait certains problèmes administratifs. Je ne recommande pas d'augmenter le prix de l'or mais nombreux sont ceux qui, dans le domaine économique, estiment que la hausse est inévitable et qu'elle pourrait se produire beaucoup plus tôt que le ministre l'a prédit aujourd'hui.

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, pourrais-je demander au député s'il pense que le Canada est en mesure d'influer sur les décisions? Croit-il que j'aurais pu fonder le projet de loi que nous présentons aujourd'hui sur les arguments de ce débat?

[M. Johnston.]

M. Johnston: Telle n'est réellement pas la question, monsieur le président. Nous aimons croire que nous pouvons exercer beaucoup d'influence et nous sommes fiers que le Canada se soit prononcé à titre de membre des dix grandes puissances. Nous savons que notre ministre des Finances est ou sera bientôt de retour de Rio de Janeiro et que depuis quelques mois il a assisté à une série de conférences très importantes où, j'en suis sûr, la voix du Canada a été entendue.

L'autre jour, le ministre des Finances a prononcé un discours qui a paru dans tous nos journaux. Tous ses collègues, j'en suis sûr, seraient les premiers à dire que c'était un discours important. Je n'ai pas à défendre ce point de vue-là, et je n'ai aucune velléité d'amoindrir l'importance des porte-parole du Canada, comme le collègue du ministre des Finances semble vouloir le faire cet après-midi.

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, je fais simplement ressortir que le Canada n'est pas seul à décider de la politique internationale.

M. Johnston: Je n'essaierais même pas de le prétendre. Je dis simplement que le public canadien devrait mieux savoir de quoi il s'agit, non seulement en matière d'extraction de l'or, mais aussi quant au vaste éventail de notre économie. Le plus drôle de l'histoire, c'est que l'économie du monde libre dépend dangereusement de l'or de l'Union soviétique. Quelle ironie, en effet, de voir que c'est surtout par le truchement de ses ventes d'or que ce métal entre dans le système économique occidental. Par ailleurs, notre économie dépend fortement des arrivées d'or de l'Union Sud-Africaine, et personne n'ignore combien d'or vient de ce pays-là.

Compte tenu de tous les aspects de la position internationale de l'Afrique du Sud, c'est une chose bien risquée que l'économie du monde libre, et en fait du monde entier, dépende de ces deux sources de production d'or. Bien que l'or fraîchement extrait ne serve peut-être pas à garantir la valeur de l'argent, il semble fournir une sorte de confort mystique dont les gens ont encore besoin.

Aujourd'hui, les manchettes nous disent, au sujet de la conférence de Rio: «Nouvelle devise internationale approuvée.» Nous savons que rien de la sorte ne s'est encore produit et qu'il faudra attendre très, très longtemps avant que cela ne se réalise. La revue *Life* du 25 août contient un important article sur l'or, rédigé par John K. Jessup. Il prédit qu'il faudra attendre cent ans avant que l'on crée une nouvelle devise, non fondée sur l'or.